



Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Informés par la Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT), Organisation non gouvernementale internationale dotée du Statut consultatif auprès des Nations Unies et du Statut d'Observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), nous signataires invitons le Parlement béninois à adopter le projet de Code pénal dans les plus brefs délais en y incriminant la torture.

Le Bénin a adhéré à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 12 mars 1992. En vertu de l'article 4 de cette Convention, « 1. *Tout État partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. (...) 2. Tout État partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.* »

En mai 2009, lors de sa 45^{ème} Session ordinaire, la CADHP a recommandé au Bénin de prendre, dans le plus bref délai, des mesures pénales et disciplinaires contre les auteurs d'actes de torture. En octobre 2012, lors de l'Examen périodique universel des Nations Unies, le Bénin a accepté la recommandation émise par la France l'invitant à prendre toutes les mesures nécessaires pour définir et criminaliser la torture dans le projet de Code pénal.

Nous saluons les efforts entrepris par le Bénin au cours de ces dernières années pour faire avancer la cause des droits humains dans le pays. Pour cette raison, nous invitons le Parlement à adopter le projet de Code pénal qui est examiné lors de la Session parlementaire qui a commencé le 24 octobre dernier.

Nous invitons le parlement béninois à s'assurer que la torture y est bien incriminée, que l'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut justifier un tel crime et que les aveux obtenus sous la torture ne peuvent en aucun cas servir de preuve devant un tribunal.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, nos respectueuses salutations.

Titre, Prénom et Nom*	Adresse email *	Adresse postale*	Signature

A retourner avant le 20 décembre 2013 à :

FIACAT

27 rue de Maubeuge – 75009 Paris – France

Email : fiacat@fiacat.org

** Vous voulez que vos données personnelles restent privées ? Vous rencontrez des problèmes pour signer cette pétition ? Vous souhaitez ajouter un commentaire personnel ? N'hésitez pas à nous contacter : fiacat@fiacat.org*